



## Infos syndicales.

- Les syndicats européens veulent s'unir contre la rigueur. (30.05)
- A la CFDT, les militants veulent "une réforme raisonnable". (28.05)
- Retraites: le gouvernement fait "le choix le plus injuste", dénonce François Chérèque. (27.05)
- Faut-il ou non appeler et participer à la journée du 27 ? (22.05)
- Chérèque: le gouvernement «va décaler l'âge de départ vers 61 ans, 62 ans ou plus». (22.05)
- Les syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la mobilisation le 27 mai. (20.05)
- Mobilisations contre la réforme de la formation des enseignants mercredi et jeudi. (19.05)
- Réactions syndicales et politiques au document du gouvernement sur les retraites. (18.05)
- Appel à la mobilisation dans la fonction publique pour le 27 mai. (13.05)
- Conflit salarial à Airbus France: les syndicats désunis signent l'accord. (13.05)
- Le sommet social laisse les syndicats sur leur faim. (12.05)
- Cinq syndicats appellent à la grève le 27 mai. (07.05)
- Retraites: la CGT lance une pétition à l'attention de Nicolas Sarkozy. (06.05)
- Retraites: l'UNSA décline l'offre de grève de FO. (06.05)
- FO appelle à une journée de grève générale sur les retraites. (05.05)
- Retraites : François Chérèque a fait bouger la CFDT (02.05)
- Réforme des retraites: «Les manifs à répétition ne feront pas trembler le gouvernement» estime FO (02.05)
- Retraites: 19 organisations de jeunesse lancent un appel "contre une réforme à marche forcée". (02.05)

### **Retraites: 19 organisations de jeunesse lancent un appel "contre une réforme à marche forcée". (02.05)**

#### **AP - 01.05**

Dix-neuf organisations de jeunesse ancrées à gauche -dont les principales organisations étudiantes et lycéennes- ont lancé vendredi un appel à la mobilisation "contre une réforme" des retraites "à marche forcée".

"Le gouvernement s'est engagé dans une nouvelle réforme à marche forcée du système de retraites (...) Une nouvelle fois, ce qui est mis en place au nom des jeunes se fait sans eux, et surtout contre eux", écrivent l'UNEF, la FIDL, l'UNL, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), les Jeunes Verts, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), le Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF) ou encore les sections "jeunes" du Parti de gauche et du NPA.

"En limitant le débat à l'acceptation pure et simple d'un nouvel allongement de la durée de cotisation, le gouvernement adresse aux jeunes un message implicite, mais clair: la retraite ce n'est plus pour vous!", estiment ces organisations.

"Nous dénonçons la double peine que nous imposerait un nouvel allongement de la durée de cotisation ou un recul de l'âge légal de départ en retraite: nous finançons les pensions d'aujourd'hui, nous refusons d'avoir à épargner en plus pour nos vieux jours dans des fonds de pension qui peuvent être ruinés du jour au lendemain!", poursuivent-elles.

Pour les signataires, "l'augmentation des besoins de financement est une chance qu'il faut saisir". Et de réclamer la "taxation des stock-options et des revenus financiers", la "suppression du bouclier fiscal", l'élargissement de "l'assiette des cotisations", et la "suppression d'exonérations de cotisations", pour financer les retraites.

Les 19 organisations réclament également, pour le calcul des annuités de cotisations, la validation des années d'études et de formation, de stages, du chômage, des CDD et de la formation professionnelle.

Les signataires appellent les jeunes à la création de comités locaux "pour organiser la campagne au sein de la jeunesse", "à se saisir du

débat sur les retraites, à participer aux initiatives de mobilisation".

Le Mét (Mouvement des étudiants, proche de l'UMP) a dénoncé "l'irresponsabilité de ces organisations de jeunesse, toutes de gauche ou d'extrême gauche", dans un communiqué diffusé vendredi.

"Si nous maintenons le système actuel de retraites, non seulement nous ne pourrions financer les retraites de nos parents, mais nous pouvons d'ores-et-déjà tirer un trait sur les nôtres", estime notamment le Mét.

Le Mét "demande au gouvernement de faire le bon choix entre une contestation syndicale irresponsable et la raison, qui doit nous guider à engager une réforme ambitieuse et durable".

---

## **Réforme des retraites: « Les manifs à répétition ne feront pas trembler le gouvernement» estime FO (02.05)**

**20minutes.fr - 01.05**

«Les manifestations à répétition ne feront pas trembler le gouvernement.» Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a jeté un pavé dans la mare ce samedi concernant le projet de réforme des retraites. FO qui, à titre exceptionnel, avait manifesté le 1er mai 2009 avec l'ensemble des autres syndicats, fait de nouveau cavalier seul cette année.

«La seule fois où ça a marché, c'était pour le CPE»

Interrogé par Europe 1, Jean-Claude Mailly a critiqué à Aix-en-Provence la stratégie des «manifs ricochets qui finissent par tomber à l'eau. Si on fait des manifs à répétition jusqu'à l'été, ce n'est pas ce qui va faire trembler le gouvernement par rapport à sa réforme des retraites», a-t-il jugé. Cela revient à «mettre des baskets jusqu'au mois de juin et après on enfile les tongs», a-t-il ironisé.

«La seule fois où ça a marché c'était en 2006 quand on s'est bagarré ensemble contre le CPE. Cela a fonctionné parce qu'il y avait une revendication claire et partagée par tout le monde et parce que, dans la rue, il y avait énormément d'étudiants et lycéens», analyse Jean-Claude Mailly.

Inquiet pour la retraite des fonctionnaires

Selon lui, sur le dossier des retraites, les syndicats «n'ont pas obligatoirement la même analyse» et certains sont prêts à accepter un allongement de la durée de vie au travail, que refuse FO. Concernant les fonctionnaires, il est convaincu que la question du mode de calcul est un faux problème car malgré les différences, en définitive, «entre un fonctionnaire et un salarié du privé, le taux de remplacement est quasiment identique».

FO s'inquiète surtout de la volonté du gouvernement de créer une caisse pour «se désengager de son obligation de payer ces retraites», et faire apparaître une comptabilité publique conforme aux obligations de la France dans l'euro, et «s'il y a un problème pouvoir baisser les retraites» des fonctionnaires.

---

## **Retraites : François Chérèque a fait bouger la CFDT (02.05)**

**Le Monde - 01.05**

C'est à Toulouse, terre anarcho-syndicaliste, que le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque est venu roder ses arguments sur les retraites, à la veille du premier mai et à quelques semaines d'un congrès confédéral placés sous le signe des projets de réforme gouvernementaux.

Dans cette région où la réforme des retraites de 2003 fit perdre à l'organisation syndicale la totalité de ses cheminots, des enseignants et des fonctionnaires territoriaux, le secrétaire général de la CFDT n'esquive aucun sujet. L'alignement de la durée de cotisation du public sur le privé ? C'est une nécessité que plus personne ne remet en cause, dit-il aux administrateurs salariés CFDT de l'entreprise publique RTE. La convergence des régimes ? C'est une nécessité de long terme, indispensable pour corriger les inégalités, précise-t-il aux fonctionnaires de la communauté urbaine.

La réforme des retraites ? "On ne peut pas nier qu'elle soit nécessaire". Mais elle suppose que l'on traite de la question des carrières longues, de la pénibilité du travail ou encore du cas de ces polypensionnés de plus en plus nombreux (38 % en moyenne des retraités) que le système

actuel pénalise.

Trente-six heures durant, mercredi 28 et jeudi 29 avril, devant des militants cédétistes du public et du privé, devant les conducteurs de métro ou de bus de Tisseo comme devant l'assemblée générale des syndicats CFDT de Midi-Pyrénées, François Chérèque égrène ses convictions. Face à lui les auditoires sont restés calmes, dénués de toute agressivité. Qu'elle paraît loin, la crise de 2003 !

Instruit par ce précédent, le numéro un de la CFDT, qui briguera au congrès de Tours (7-11 juin) son troisième et dernier mandat, a pris le soin d'assurer ses arrières. Pas question, explique-t-il crûment, "de se faire couillonner une deuxième fois". L'organisation syndicale ne négociera pas avec le gouvernement. Elle y est d'autant moins encline que reste toujours un lourd contentieux entre les deux François - Chérèque et Fillon - sur la réforme de 2003. "A l'époque, c'est Jean-Pierre Raffarin qui a cédé sur les carrières longues, c'est-à-dire sur la possibilité pour les personnes ayant commencé à travailler à 14, 15 et 16 ans de partir à la retraite avant 60 ans, et sur la pénibilité. Depuis, l'actuel premier ministre s'attache à revenir sur tous ces sujets", s'agace le cédétiste. Le gouvernement ? "Il est tenté par une réforme qui produise des résultats financiers à court terme : décaler l'âge de départ à 61-62 ans et siphonner le fonds de réserve des retraites pour combler le déficit".

La CFDT, elle, ne se laissera pas isoler. Son implication depuis seize mois dans l'intersyndicale l'atteste. Ses dirigeants ont renvoyé au congrès confédéral la responsabilité d'arrêter les positions de la centrale sur les sujets les plus sensibles : les conditions d'une augmentation possible de la durée de cotisation, les contreparties à une unification des régimes et la taxation des revenus du capital pour financer les dispositifs de solidarité. A la demande la majorité des syndicats, la défense de la retraite à 60 ans - l'âge légal d'ouverture de droits- figure en bonne place dans le projet de résolution qui sera défendu par Laurent Berger.

Compte tenu de toutes ces précautions, le secrétaire général de la CFDT, "méfiant par principe à l'égard du gouvernement", ne voit aucune raison que le congrès confédéral se passe mal. Il ne désespère pas que le Parti socialiste prenne position, avant le 7 juin, en faveur d'un allongement de la durée de cotisation que lui sait inéluctable. Les débats de Tours en seraient facilités, reconnaît-il. Mais même sans ce coup de pouce, l'optimisme est de mise dans les instances dirigeantes de la centrale syndicale.

Depuis la crise de 2003 et après l'émotion suscitée en interne par l'affaire des chômeurs recalculés - plusieurs centaines de milliers de personnes étaient menacées de voir leur allocation réduite ou supprimée avec l'entrée en vigueur en 2004 de la convention Unedic signée, entre autres, par la CFDT-, François Chérèque, inquiet de la dérive gestionnaire de la centrale, a fait le pari d'une certaine ouverture. En 2004, il rencontre quelque 5 000 militants et présente, en octobre, un rapport intitulé "Débattre pour se renforcer".

Depuis cette époque, les responsables de fédérations et les membres de la commission exécutive sont priés de se rendre sur le terrain, à intervalles réguliers, moins pour porter la bonne parole que pour prendre le pouls de l'organisation et écouter ce qu'elle a à dire.

Est-ce ce travail qui paie ? Est-ce la personnalité de François Chérèque, aussi chaleureux et accessible que Nicole Notat était cassante et glacée ? La CFDT, à l'image de ses centaines de militants toulousains, aborde en paix avec elle-même les échéances de la mi-juin. Et se prépare à une rentrée de septembre, qu'elle juge décisive pour la réforme.

---

## **FO appelle à une journée de grève générale sur les retraites. (05.05)**

**20minutes.fr - 04.05**

La Commission exécutive de FO a décidé «d'appeler le 15 juin à une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation à Paris» pour la défense des retraites, a annoncé mardi la confédération.

Cette date a été choisie car «l'avant-projet de loi devrait être connu vers la mi-juin», rappelle la Commission exécutive (CE) dans une déclaration adoptée «à l'unanimité». Le gouvernement doit d'autre part publier un premier «document d'orientation» autour de la mi-mai.

«On ne peut pas attendre et rester l'arme au pied», a commenté sur France Info le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly.

Menaces sur la retraite

Pour justifier son initiative, la confédération déclare que, «parmi les menaces qui pèsent et qui seront confirmées dans les semaines à venir, figurent l'allongement de la durée du travail (par report du droit à la retraite à 60 ans et/ou allongement de la durée de cotisation) et la remise en cause du code des pensions pour les fonctionnaires».

Selon la CE de FO, «il n'est pas question que les travailleurs fassent les frais, à travers leurs droits sociaux, de la crise provoquée par les intervenants sur les marchés financiers, intervenants qui dictent encore aujourd'hui le comportement des gouvernements dont le gouvernement français».

La Commission exécutive rappelle d'autre part que, le mois dernier, FO «avait proposé aux autres organisations (syndicales) un appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle franche, public et privé». FO ajoutait que la date devrait être fixée «au moment opportun» par l'ensemble des syndicats.

«Un accord sur les revendications» nécessaire

Les autres centrales soit avaient, comme la CGT et Solidaires, invité FO à mettre cette proposition en discussion au sein de l'intersyndicale nationale, soit, comme la CFDT, n'avaient pas répondu.

Critiquant «les journées d'action à répétition», FO ne participe plus depuis l'automne aux réunions de l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FSU, Solidaires, Unsa). Selon la CE de FO, «l'action commune, nécessaire, suppose un accord sur les revendications et les modalités d'action».

Commentaire

Le 15 juin est un mardi, la manifestation parisienne de FO le 1er mai n'a pas rassemblé plus de 1.000 participants environ, entre 800 et 2.000 selon les sources, c'est un élément de la situation, mais pas le seul.

La position et l'initiative de FO sont correctes, elles montrent la voie à suivre pour dresser la classe contre le gouvernement même si elles ne se situent pas dans la perspective d'en finir avec le capitalisme. Cependant elles ne manquent pas d'intérêt parce qu'elles peuvent être reprises par les militants d'autres syndicats qui les partagent, car il est acquis que la majorité des syndicalistes sont sur la même longueur d'onde que la direction de FO.

Partant de ce constat, c'est aux militants des autres syndicats de mener le combat dans leur syndicat respectif pour imposer à leurs dirigeants d'appeler à la grève générale le 15 juin prochain. Pas question pour autant d'adresser des appels larmoyants en direction des dirigeants syndicaux pour la raison suivante. Dans cette perspective qui nous laisse à peine 40 jours, il faudrait que les militants de FO prennent l'initiative de créer dans tout le pays des comités de préparation à cette grève en associant des militants de tous les syndicats et des travailleurs non syndiqués.

Il faudrait aussi que les partis qui se réclament de la classe ouvrière appellent à cette grève et à cette manifestation sur leurs propres mots d'ordre. Ils pourraient utiliser les comités ou collectifs qu'ils ont déjà formés pour la préparer. Militants syndicaux et politiques pourraient se retrouver ensemble à la porte des entreprises et sur les marchés, dans les gares, à l'entrée des supermarchés pour préparer sérieusement cette grève.

Les unions locales pourraient être mises à contribution pour organiser des diffuser localement à la porte des entreprises, organiser des meetings unitaires, des collages, etc. Cela les sortirait de leur léthargie devenue légendaire !

Si maintenant ces propositions étaient rejetées par FO et les partis ouvriers et qu'il s'agissait d'un appel lancé en l'air sans lendemain, autant dire tout de suite qu'il n'y aura pas lieu de soutenir une proposition qui aura eu pour seule fonction de donner bonne conscience à la direction de FO.

Ce qui est efficace en politique comme dans la vie, c'est la détermination, la persévérance, l'acharnement à tout mettre en oeuvre pour avancer vers l'objectif qu'on s'est fixé pour l'atteindre, les travailleurs y sont très attentifs et nous attendent au tournant, ils nous jugeront sur pièce et ils auront raison.

La question de la préparation d'une telle grève n'est pas seulement importante pour en assurer le succès, mais pour préparer immédiatement la suite à lui donner, autrement dit, la reconduire au cas où le gouvernement n'aurait pas reculé le soir du 15 juin.

A ce titre et au cas où les autres syndicats se retrouveraient dans une situation où ils seraient dans l'obligation d'appeler à cette grève, dès lors la question de sa reconduction ou sa transformation en grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet du gouvernement se trouverait directement posée et devrait être posée, sans en faire un préalable auprès des autres syndicats pour ne pas leur servir sur un plateau un prétexte pour justifier leur volte-face.

Si maintenant cette perspective n'était pas posée ouvertement, il faut en mesurer les conséquences avant qu'il ne soit trop tard, les travailleurs et les militants seraient en droit de penser qu'il s'agira d'une journée de grève isolée comme bien d'autres avant elle, une journée d'action qui ne veut pas dire son nom, et qu'elle ne servira à rien, ils savent parfaitement à quoi s'en tenir, dans ce cas-là il y aura fort à parier qu'ils seront nombreux à ne pas participer à cette grève et à cette manifestation qui seront un fiasco de plus.

La question déterminante étant de parvenir à enclencher une dynamique qui à terme submergerait les appareils, et que placés devant le fait accompli ils ne puissent plus reculer sans prendre le risque de se couper de leurs bases, d'où l'importance de l'existence de ces comités et de préparer sérieusement cette grève si on y adhère.

Répétons-le, en partant des informations dont nous disposons, nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à mener le combat dans leur syndicat et/ou parti pour en assurer le succès. (A suivre)

---

### **Retraites: l'UNSA décline l'offre de grève de FO. (06.05)**

**AP - 05.05**

L'UNSA a annoncé mercredi sa décision de ne pas se joindre à l'appel à la grève interprofessionnelle pour la défense des retraites lancé par FO la veille.

Pour l'UNSA "une telle initiative isolée, prise de surcroît de façon unilatérale, ne peut répondre aux enjeux posés par cette réforme", précise l'organisation syndicale dans un communiqué.

L'UNSA estime que "l'efficacité exige qu'une action commune soit décidée dans le cadre de l'intersyndicale", prévue jeudi et à laquelle FO a décidé de ne pas participer, pour la troisième fois consécutive.

La CGT a, de son côté, déjà qualifié d'"irresponsable" l'appel de FO.

Le syndicat Force Ouvrière a décidé seul, mardi, d'appeler à une journée de grève interprofessionnelle public/privé pour le 15 juin sur le sujet des retraites.

---

### **Retraites: la CGT lance une pétition à l'attention de Nicolas Sarkozy**

**AP - 05.05**

La CGT a annoncé, mercredi, le lancement d'une pétition contre l'allongement de la durée de cotisations et la remise en cause de la retraite à 60 ans, en direction de Nicolas Sarkozy.

Le texte, proposé à la signature sur le site internet de la confédération et sous forme de cartes distribuées par les délégués syndicaux CGT, réclame le maintien du droit à la retraite à 60 ans, un départ anticipé pour les salariés exerçant un métier pénible, une "pension au moins égale à 75% du salaire et en aucun cas inférieure au SMIC pour une carrière complète", ou encore l'arrêt de l'allongement de la durée de cotisations.

"Le financement des régimes et la nécessaire revalorisation des retraites passent par l'élargissement de l'assiette de cotisation à toutes les rémunérations, le développement de l'emploi, une augmentation des salaires et une mise à contribution des revenus financiers des entreprises", peut-on également lire.

---

### **Cinq syndicats appellent à la grève le 27 mai. (07.05)**

**Reuters et AP - 06.05**

Cinq syndicats français appellent à une journée de grèves et de manifestations le 27 mai pour la défense de l'emploi, des salaires et des retraites.

La CGT, la CFDT, la FSU, l'Unsa et Solidaires souhaitent "interpeller les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir", lit-on dans leur déclaration commune.

Ces syndicats, qui ont manifesté ensemble pour le 1er-Mai, critiquent le gel en valeur des dépenses de l'Etat et les économies prévues à partir de 2011 annoncées jeudi.

"CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa condamnent cette annonce et considèrent que la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive", écrivent-ils.

Concernant la future réforme des retraites, ils jugent que "la concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société".

Ils déplorent aussi que "les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant".

Le gouvernement doit présenter mi-mai des premières pistes pour la réforme des retraites et veut présenter le projet de loi au Parlement en septembre.

La réunion intersyndicale jeudi soir a eu lieu sur fond de division entre les syndicats. Outre Force Ouvrière qui n'était pas présente et a décidé dès mardi d'appeler seule à une grève interprofessionnelle le 15 juin, la CGC était également absente. Quant à la CFTC, présente à la réunion, elle n'a pas signé la déclaration commune et réserve sa décision.

## **Le sommet social laisse les syndicats sur leur faim. (12.05)**

### **AP - 11.05**

Le nouveau sommet social réuni à l'Élysée par Nicolas Sarkozy lundi, sans annonce de mesures nouvelles par rapport à celui du 15 février, a laissé les syndicats sur leur faim. Le président a annoncé la poursuite de la plupart des dispositifs d'aide à l'emploi ou au chômage partiel, et a nié toute politique "d'austérité", alors que plusieurs leaders syndicaux parlent, eux, de "rigueur".

Le président de la CFTC Jacques Voisin a laissé entendre que sa confédération pourrait rejoindre l'intersyndicale CFDT, CGT, UNSA, FSU et Solidaires pour la journée de grèves et de manifestations du 27 mai prochain en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites. Le "satisfecit" de Nicolas Sarkozy sur les mesures décidées lors du précédent sommet "nous interpelle (...) sachant qu'on parle de plus en plus de rigueur", a-t-il notamment dit, avant de préciser que son syndicat "pourrait envisager de s'engager dans les opérations du 27".

Le chef de l'État a réuni les partenaires sociaux durant trois heures à l'Élysée lundi après-midi pour le deuxième "sommet social" de l'année. Première chose, il a déclaré "s'inscrire en faux" contre "l'interprétation" selon laquelle le gouvernement aurait infléchi sa politique économique en faveur de mesures d'austérité.

"Dans le cadre de l'effort de stabilisation des marchés que nous avons entrepris ce week-end, un certain nombre de nos partenaires (européens, NDLR) les plus menacés ont annoncé des mesures d'austérité", a-t-il expliqué devant les partenaires sociaux. "Certains voudraient voir une inflexion similaire dans notre politique économique. Je veux m'inscrire en faux contre cette interprétation".

Nicolas Sarkozy a également souhaité s'exprimer sur les retraites, sujet qui n'était pas à l'ordre du jour, pour assurer que la réforme serait "juste" et mettrait notamment à contribution les "hauts revenus" et les "revenus du capital", une déclaration dont s'est félicité le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault.

"Il est bien sûr trop tôt pour apprécier la portée de cette annonce", a-t-il commenté à l'issue de la rencontre. "Nous avons la faiblesse de penser que notre campagne (...) sur le financement pour assurer la pérennité du système de retraite n'est peut-être pas sans effet sur la manière dont le président de la République raisonne", s'est-il félicité, soulignant "qu'il y a peu encore, on nous expliquait qu'on pouvait discuter de beaucoup de choses sauf de sources de financement nouvelles".

Pour le reste, Nicolas Sarkozy a annoncé que les aides au chômage partiel et à la formation en alternance seraient prolongées. Il a également souhaité "qu'on expérimente sur plusieurs bassins d'emploi la possibilité de faire bénéficier les salariés précaires, qu'il s'agisse de fin d'intérim ou de CDD, de l'accompagnement renforcé proposé dans le cadre du contrat de transition professionnelle".

Le président a en revanche annoncé l'arrêt des "mesures exceptionnelles" en faveur du pouvoir d'achat des ménages, décidées lors du Sommet social du 18 février 2009 pour soutenir la consommation, à l'exception de certaines d'entre elles concernant le minimum vieillesse, les petites pensions et l'allocation adulte handicapé.

Enfin, comme il l'avait déjà rappelé fin 2009, le dispositif "zéro charge" permettant une exonération de charges sociales lors de l'embauche d'un salarié par les très petites entreprises, devrait, lui, s'arrêter fin juin, ce qu'a regretté le patronat.

Mise à part la déclaration de Nicolas Sarkozy sur les retraites, "le bilan de cette rencontre est assez négatif dans la mesure où il y a une différence importante de diagnostic de la situation (...) notamment au regard de la crise", a jugé Bernard Thibault.

"Il est spectaculaire de noter qu'aujourd'hui il n'y a aucune mesure particulière nouvelle pour faire face à la situation que rencontrent les

salariés", a-t-il ajouté.

Quant au gel des dépenses sur trois ans, "on voit bien qu'il y a là un exercice sémantique de la part du pouvoir (...) pour nous ce sont des mesures de rigueur", a-t-il estimé.

Pour le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, la reconduction des mesures en faveur de l'emploi est "une bonne chose", car "ces mesures sont utiles". En revanche, a-t-il déploré, "sur le pouvoir d'achat: rien". "Les mesures mises en place l'année dernière ne sont pas reconduites. L'ombre de la rigueur que personne ne veut nommer (...) planait sur ce sommet social et les premiers à en faire les frais sont les plus modestes", a-t-il résumé.

Pour lui, "tout ça augure mal des discussions que nous aurons (...) dans les semaines qui viennent tant sur le budget de l'Etat que sur les retraites". Et d'appeler à "réussir la journée d'action du 27 mai à l'appel de l'intersyndicale".

---

## **Conflit salarial à Airbus France: les syndicats désunis signent l'accord. (13.05)**

### **AP - 12.05**

Le syndicat Force Ouvrière a signé mercredi l'accord prévoyant des augmentations salariales de 2,5% proposées par la direction d'Airbus France à la suite d'un mouvement de grève d'une semaine en avril qui avait paralysé les usines françaises. La CFE-CGC a signé "avec beaucoup de réticences" les propositions tandis que la CGT désapprouve ce texte "pour plusieurs raisons".

FO, la principale organisation syndicale représentée par 5.000 salariés à Toulouse a estimé "ne pas avoir le choix que de signer", a expliqué Julien Talavan, délégué syndical. "Nous ne sommes pas pleinement satisfaits mais cet accord prévoit une bonne amélioration salariale, une embauche notamment des jeunes ainsi que des promotions", a-t-il ajouté.

"Nous signons cet accord avec beaucoup de réticences", a dit pour sa part Françoise Vallin, déléguée syndicale centrale CFE-CGC, deuxième organisation. "Car il manque des éléments pour les cols blancs comme le recrutement de ces derniers ainsi qu'une garantie du pouvoir d'achat pour les ingénieurs et les cadres", a précisé Mme Vallin, qui a ajouté avoir demandé à la direction de l'avionneur européen un "avenant sur ces deux points".

De son côté, la CGT "insatisfaite", selon Xavier Pétrachi, délégué syndical central, n'a pas signé cet accord. "La direction propose une hausse de 2,5%: nous sommes un point au dessous de ce que réclamait l'intersyndicale. Pour le volet emploi, la direction ne prévoit en réalité que l'embauche de 60 intérimaires sur toute la France. Enfin, concernant les conditions de travail, la CGT demandait entre autres l'arrêt du système de notation des cadres", a précisé Xavier Pétrachi.

La direction d'Airbus a accueilli dans un communiqué "positivement la signature de l'accord de politique salariale par la majorité des partenaires sociaux, représentant plus de 30% des employés d'Airbus". La direction a confirmé qu'"outre une augmentation de la masse salariale de 2,5%, cet accord permet notamment le versement dès la fin de ce mois d'une prime de 500 euros, ainsi que l'augmentation du niveau minimum de salaire".

Le mouvement d'une rare ampleur au sein d'Airbus avait commencé le 26 avril par une grève des employés de la chaîne d'assemblage des longs courriers A330, A340, A320 et A380. Le 30 avril, près de mille salariés des bureaux d'études du siège social d'Airbus France avaient bloqué le déchargement des avions-cargos Beluga qui transportent les tronçons d'avions fabriqués dans les autres usines européennes d'Airbus. Les salariés réclamaient une augmentation de salaires de 3,5% pour 2010, comparable à celle obtenue en 2009, ainsi que des centaines d'embauches.

---

## **Appel à la mobilisation dans la fonction publique pour le 27 mai. (13.05)**

### **Reuters - 12.05**

Les organisations syndicales de la fonction publique appellent à participer massivement aux grèves et manifestations du 27 mai prochain en France après l'annonce d'un gel des dépenses publiques pour les trois ans à venir.

Dans un communiqué émis mercredi, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FSU, Unsa et Solidaires estiment que ces orientations vont "faire peser davantage encore sur les salariés" les conséquences de la crise économique et sociale.

En dépit de la faible mobilisation syndicale du 1er mai, les grandes centrales syndicales, à l'exception de Force ouvrière, organisent une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestation le 27 mai pour la défense des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Six syndicats de la fonction publique ont confirmé mercredi leur participation à la mobilisation.

Les mesures annoncées "dégraderont les services rendus aux usagers et les conditions de travail et de rémunération des personnels" alors que se poursuit le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, écrivent-ils.

Les syndicats réclament l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, les créations de postes nécessaires et une augmentation des salaires des agents de la Fonction publique.

Pour les organisations, le gouvernement persiste à ne donner aucune information sur ses intentions concernant la réforme des retraites alors qu'il devrait au contraire ouvrir de véritables négociations.

"La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société", estiment-elles.

---

## Réactions syndicales et politiques au document du gouvernement sur les retraites. (18.05)

### AP - 18.05

FO - "Le gouvernement veut pénaliser les salariés sur leur durée du travail et faire à côté quelques recettes de poche", avait réagi dès dimanche soir le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly, déclarant à l'Associated Press que le financement devait venir d'une "réforme fiscale".

Le double langage de FO. On en apprend tous les jours, certainement par le POI.

«Les choses commencent à bouger», assure Danièle Karniewicz (CFE-CGC) qui préside le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse.

Pour preuve, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, qu'elle préside, a adopté la semaine dernière une déclaration qui rejette une «baisse non maîtrisée des pensions le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (?) d'augmenter l'âge effectif de liquidation».

Entre les lignes, le conseil penche même pour un relèvement de l'âge légal. Seule la CGT a voté contre ce texte, approuvé par le patronat et la CFE-CGC. La CFDT s'est abstenue ; FO et CFTC n'ont pas voté. Une neutralité remarquée qui a suscité des remous, chez FO notamment. (lefigaro.fr 17.05)

CGT- À la CGT, Éric Aubin dénonce «un texte qu'aurait pu signer le Medef», il regrette que le gouvernement «persiste à dire que la durée d'activité est le seul levier possible». (lefigaro.fr 17.05)

'Ce qui est demandé aux salariés, ce sont de nouveaux sacrifices par un report de l'âge de départ à la retraite', regrette Eric Aubin, secrétaire confédéral de la CGT, chargé des retraites. 'Notre campagne pour mettre à contribution les revenus du capital a marqué quelques points, mais on voit bien que les choix retenus vont être une contribution à la marge (...); cela ne suffira pas.' Pour autant, 'les carottes ne sont pas cuites après l'envoi de ce document pour que le projet de loi soit d'une toute autre nature que ce qui nous a été envoyé [dimanche] soir', relève Eric Aubin, appelant les salariés à 'une large mobilisation' lors de la grève du 27 mai. (Lemonde.fr 17.05)

FSU- Pour la FSU, "le gouvernement refuse de prendre en compte les demandes fortes du mouvement syndical de trouver de nouveaux financements".

CFDT- La CFDT trouve, pour sa part, 'énormément de flou' dans le document d'orientation sur les retraites du gouvernement.

«Nos messages ont été relativement entendus puisqu'ils sont tous évoqués, mais il n'y a pas de réponse, pas de suite», a regretté Jean-Louis Malys, secrétaire national du syndicat. (20minutes.fr 17.05)

CFE-CGC- «C'est un texte très astucieux.» Le compliment émane de Danièle Karniewicz (CFE-CGC), il laisse «infuser» l'idée d'un inévitable CFE-CGC report de l'âge légal. (lefigaro.fr 17.05)



Danièle Karniewicz (CFE-CGC) «le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (...) d'augmenter l'âge effectif de liquidation». Pour preuve, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, qu'elle préside, a adopté la semaine dernière une déclaration qui rejette une «baisse non maîtrisée des pensions» pour équilibrer les comptes. Pour cela, «le rendez-vous 2010 devra aborder sous quelles conditions il est possible (...) d'augmenter l'âge effectif de liquidation». Entre les lignes, le conseil penche même pour un relèvement de l'âge légal. Seule la CGT a voté contre ce texte, approuvé par le patronat et la CFE-CGC. La CFDT s'est abstenue ; FO et CFTC n'ont pas voté. Une neutralité remarquée qui a suscité des remous, chez FO notamment. (lefigaro.fr 17.05)

CFTC- "Il y a beaucoup de questions et toujours autant d'inquiétudes", a déclaré lundi à l'AP Pascale Coton, secrétaire générale adjointe chargée des retraites à la CFTC.

#### Commentaire

Que dit Éric Aubin pour la CGT quand il affirme "Notre campagne pour mettre à contribution les revenus du capital a marqué quelques points", la même chose que Jean-Louis Malys pour la CFDT "Nos messages ont été relativement entendus", c'est nous qui sommes à l'origine de cette manipulation ou fable de l'équité reprise en boucle par l'ensemble des médias pour permettre au gouvernement de faire passer sa contre-réforme sur les retraites

Du côté UMPS.

UMP.

Le secrétaire général, Xavier Bertrand, juge que la taxation des hauts revenus traduit un «souci d'équité». (lefigaro.fr 17.05)

PS.

- Aubry : "On assiste quand même à un simulacre de concertation" (AP 17.05)

"Finalement nous avons eu un texte (...) où le gouvernement n'avance pas ses propositions." dit-elle. Martine Aubry ajoute : "Bien sûr, nous comprenons entre les lignes, qu'il souhaite, comme d'habitude, faire payer les salariés et les retraités, mais nous n'avons pas de propositions précises, et je dirai qu'on assiste quand même à un simulacre de concertation." (Leposte.fr 17.05)

#### Commentaire

Elles sont pourtant très claires.

Qu'est-ce que c'est une concertation ? Chacun expose ses positions en vue d'un accord ou d'une décision. Mais pour qu'elle soit possible il faut que les tenants des positions en présence partent d'une appréciation commune de la situation, qu'ils parlent au moins le même langage pour se comprendre, sinon cela tourne au dialogue de sourd ou toute discussion est impossible.

Donc accepter de participer à une concertation avec Sarkozy revient à légitimer le terrain sur lequel il se situe et qui lui sert de base à la liquidation de la retraite à 60 ans, d'où la nécessité de rejeter toute tentative de discussion avec le régime en place, s'y refuser signifie que l'on pourrait trouver ensemble un terrain d'entente, or les intérêts que nous défendons sont étrangers et opposés à ceux de notre ennemi de classe, la seule réponse que nous pouvons lui apporter se situe sur le terrain du combat classe contre classe en organisant et mobilisant la classe ouvrière pour le faire reculer ou lui infliger une défaite en attendant de renverser le régime. Finalement, les réponses qu'appelle la situation sociale et que nous pouvons formuler s'adressent à la classe que nous sommes censés représenter.

- Ségolène Royal admet «en dernière instance» un allongement de la durée de cotisation (lefigaro.fr 17.05)

"Si ces prélèvements sont faibles, cela sera seulement un nouveau tour de passe-passe pour endormir les forces sociales", dit Ségolène Royal dans un entretien publié par Le Monde. (Reuters 17.05)

Traduction : Parce que si "ces prélèvements" étaient plus importants, cela changerait tout et justifierait le report de l'âge de départ à la retraite.

- Benoît Hamon sur i>télé : "Je conteste que ce soit une piste juste. C'est-à-dire que ce soit aujourd'hui la justice que de demander à ceux qui travaillent toute leur vie pour avoir une retraite de moins en moins décente de travailler encore plus" (AP 17.05)

Le porte-parole du PS promet un plan "global, équilibré et juste" qui tranchera avec "l'impréparation et l'improvisation" du gouvernement. (Reuters 17.05)

- Michel Sapin. " Faire payer les riches , c'est un point positif, mais pour l'instant, ce n'est qu'un alibi", tranche Michel Sapin. (Lepoint.fr 17.05)

Commentaire

A part cela ils ne sauraient pas ce qu'ils font, ils seraient pris dans un horrible "piège" tendu par le braconnier à la talonnette !

---

### **Mobilisations contre la réforme de la formation des enseignants mercredi et jeudi. (19.05)**

**AP - 18.05**

Plusieurs syndicats de l'Education appellent à deux journées d'actions, mercredi et jeudi, contre la réforme de la formation des enseignants, a-t-on appris mardi auprès du SNES.

Un rassemblement est prévu mercredi après-midi à partir de 14h30 à Paris à proximité du ministère de l'Education nationale, ainsi que des "actions décentralisées" un peu partout en France jeudi à l'appel du SNES-FSU (premier syndicat des collèges et lycées), de la CGT, de FO et de Sud-Education. Assemblées générales, distributions de tracts ou encore rassemblements sont au programme.

Depuis plusieurs mois, les syndicats de l'Education dénoncent la réforme de la formation des maîtres qu'ils jugent "régressive", car remettant en cause un "cahier des charges national", en matière d'objectifs de formation dont la "dimension professionnelle", serait "réduite à des stages".

---

### **Les syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la mobilisation le 27 mai. (20.05)**

**AP - 19.05**

Les principaux syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche ont appelé mercredi à se joindre aux grèves et aux manifestations interprofessionnelles prévues le 27 mai pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la CFTC, de la FSU, de l'UNSA et de Solidaires.

"Dans le contexte de la crise mondiale, et du chantage organisé en Europe par les marchés financiers contre les Etats, la situation économique et sociale se dégrade rapidement avec une augmentation du chômage et de la précarité, des difficultés de pouvoir d'achat, une aggravation des conditions de travail et de nombreux cas de souffrance au travail pour les salariés tant dans le public que dans le privé", déclarent les syndicats FSU, CGT, UNSA, CFTC et Solidaires de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que le syndicat étudiant UNEF, dans un communiqué commun.

Les syndicats dénoncent l'annonce d'un gel des dépenses publiques pour trois ans par le Premier ministre François Fillon, et estiment que le gouvernement a "instrumentalisé" la crise grecque.

Lors du sommet social du 10 mai dernier, "aucune mesure nouvelle n'a été annoncée pour le pouvoir d'achat des plus modestes, pour une relance d'une politique créatrice d'emplois notamment industriels respectueux de l'environnement, ou pour une fiscalité plus juste", ajoutent les signataires.

Quant aux retraites, "le gouvernement confirme ses orientations précédentes dangereuses tant pour les salariés du public que ceux du privé: reculer l'âge légal de la retraite ou/et augmenter la durée de cotisation", dénoncent-ils.

En conséquence, les syndicats "appellent les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à la journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai".

---

### **Chère que: le gouvernement « va décaler l'âge de départ vers 61 ans, 62 ans ou plus». (22.05)**

**Libération.fr et AFP - 21.05**

Sa rencontre avec le ministre du Travail, Eric Woerth, lui a laissé un «pressentiment fort». Le secrétaire général de la CFDT, François

Chérèque, est convaincu que le gouvernement va décider de «décaler l'âge minimum de départ» en retraite, et que «le sujet des 60 ans est tranché».

«On a vraiment le sentiment qu'il va décaler l'âge de départ vers 61 ans, 62 ans ou plus», prédit Chérèque. Après deux heures de discussions rue de Grenelle, le cédétiste a affirmé à la presse que «le gouvernement peut toujours nous faire des signes sur les carrières longues et la pénibilité, s'il fait une réforme qui décale l'âge de départ après 60 ans, il accentuera les inégalités, donc il y aura un fort désaccord avec la CFDT».

«Je ne vois pas comment, à ce niveau de la discussion, on pourrait être d'accord avec le gouvernement», a-t-il mis en garde, déplorant que «le gouvernement aborde le sujet uniquement dans des paramètres financiers».

«Faire pression avant que le gouvernement décide»

Pour le leader de la CFDT, «comme on s'achemine vers la fin de la possibilité de partir à 60 ans, si l'on veut que le gouvernement ne mette pas cette mesure en oeuvre, il est important que le 27 mai, les salariés se mobilisent pour faire pression sur le gouvernement avant qu'il décide».

Sur les pistes du gouvernement pour de nouveaux financements des retraites par une taxation des hauts revenus ou du capital, Chérèque a regretté un «grand flou». «On est assez dubitatifs. On n'acceptera pas une simple mesure symbolique», a-t-il poursuivi, en jugeant «pas normal que les revenus du capital soient taxés deux à trois fois moins que ceux du travail».

Sur la pénibilité, «on a un désaccord avec la façon dont le gouvernement semble vouloir traiter le sujet avec une méthode plus individuelle et médicale». Interrogé sur les réponses du gouvernement aux remarques de la CFDT, Chérèque a affiché sa déception: «la réponse sur tous les sujets, c'est "tout est ouvert, on n'a pas décidé"».

Commentaire.

Après le 27 mai, pour le jaune Chérèque c'est foutu. Bref, c'est déjà foutu !

---

## **Faut-il ou non appeler et participer à la journée du 27 ? (22.05)**

### **Libération.fr et AFP - 21.05**

Faut-il appeler et participer à la journée d'action du 27 mai appelée par l'intersyndicale (à l'exception de FO) ?

Quel est le discours notamment de Thibault et Chérèque ces derniers jours ?

Ils ont martelé sous forme d'ultimatum que la mobilisation du 27 sera un test pour vérifier la détermination des travailleurs à défendre leur droit à la retraite en laissant entendre qu'en cas d'échec la voie serait ouverte à sa remise en cause, et qu'il serait ensuite trop tard ou impossible pour s'y opposer.

De son côté FO a appelé seule à une journée de grève interprofessionnelle et une manifestation à Paris le 15 juin.

Si l'on soutient la journée de mobilisation du 27, on va nous accuser de faire le jeu des appareils de l'intersyndical.

Si on ne la soutient pas, ne risque-t-on pas au contraire de faire le jeu de ceux qui souhaitent qu'elle soit un échec ? Il faut noter que ce sont évidemment les mêmes qui y appellent et auront tout fait pour qu'elle soit un échec, afin de faciliter la tâche à Sarkozy.

FO et le POI qui soutient l'appel à la grève le 15 juin ne font-ils pas le jeu de la division, et ainsi ne jouent-ils pas le jeu des appareils de la CGT et de la CFDT ainsi que celui du gouvernement qui sera finalement le seul à en tirer profit ?

Si en dogmatique acharné et sans tenir compte de la situation telle qu'elle vient d'être évoquée on se borne au contenu de l'appel de l'intersyndical, on refusera de se joindre à la journée du 27 mai.

Si maintenant on tient compte de l'interprétation qu'en feront les travailleurs syndiqués ou non qui sont opposés au report de l'âge du départ à la retraite et qui sont loin d'une part, de se positionner par rapport aux jeux des appareils qui leur sont étrangers ou obscures, et d'autre part, de faire la même lecture de cet appel que les dirigeants de FO et du POI en s'en saisissant uniquement pour défendre leur droit à la retraite, on appellera à participer à la mobilisation du 27.

En adoptant cette position et donc en faisant en sorte que la mobilisation du 27 soit la plus imposante possible, ne serait-ce pas le meilleur moyen d'infliger une défaite aux appareils et par la même occasion de lancer un avertissement en direction du gouvernement à défaut de pouvoir le faire reculer pour le moment ?

---

### **Retraites: le gouvernement fait "*le choix le plus injuste*", dénonce François Chérèque. (27.05)**

**AP - 25.05**

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, estime que le gouvernement fait "le choix le plus injuste" en annonçant le report de l'âge légal de départ à la retraite au-delà de 60 ans. "On rentre dans un rapport de force important", prévient le leader syndical à la veille de la journée de mobilisation de jeudi.

"Si on veut que le gouvernement mette en cause ce choix, il faut faire une grande journée d'action (jeudi) et puis après peut-être, si le gouvernement ne nous entend pas", a déclaré M. Chérèque mercredi sur France-Inter.

"On rentre dans un rapport de force important, maintenant les choses sont claires: le gouvernement a choisi que les effets de la crise sur notre système de retraites (...) que les difficultés démographiques" soient "payés et financés uniquement par les salariés, et en particulier par les salariés les plus modestes", a-t-il dénoncé.

"C'est un choix que je ne peux pas accepter et je me battrais contre ce choix et j'irai jusqu'au bout pour trouver des mesures qui atténuent, pour ces salariés là, cette mauvaise décision du gouvernement", a-t-il assuré. Pour lui, "la réforme, non seulement sera injuste", mais en plus, il "restera le problème du financement à long terme".

Quant à la journée de mobilisation de jeudi, ce sera "un premier round". Et le secrétaire général de la CFDT de prévenir: "On peut toujours se prendre quelques coups à un premier round mais j'espère aussi qu'on va mettre des coups décisifs dans ce combat avec le gouvernement".

Commentaire.

Que recouvre le discours vindicatif du jaune Chérèque ? La contre-réforme est déjà acquise, c'est déjà demain !

Il parle au futur de "mesures" qui "atténueraient" cette "mauvaise décision du gouvernement" comme si elle était déjà entrée en vigueur.

Et puis le congrès de la CFDT approche...

---

### **A la CFDT, les militants veulent "*une réforme raisonnable*". (28.05)**

**AP - 25.05**

Dans la manifestation du 27 mai, à Paris.

"Il vaut toujours mieux négocier plutôt que de tout perdre." Alain Martori, de la CFDT de la Caisse des dépôts et consignations, en est convaincu : "Il faudra accepter de travailler plus longtemps." Dans la manifestation parisienne, jeudi 27 mai, les quelques milliers de militants CFDT font pâle figure aux côtés des gros bataillons de la CGT et de la FSU. Et pour cause : si la confédération appelle à défiler, elle n'a pas encore arrêté sa position définitive sur la réforme des retraites.

Son congrès, qui se tient entre le 7 et le 11 juin à Tours, devra affronter un débat particulièrement sensible. "Ce sera au congrès de trancher, explique Marylise Léon, déléguée fédérale chimie-énergie, mais c'est vrai que beaucoup de syndiqués sont directement concernés par la retraite, ce qui rend la question d'autant plus difficile." La décision de la CFDT sera pourtant cruciale : si le syndicat soutient la réforme des retraites, le gouvernement aura réussi à briser le front syndical. Dans son document d'orientation, Eric Woerth insiste sur certains des thèmes qui sont importants pour la CFDT.

Pour le rendez-vous de 2010, tous critiquent la "précipitation" du gouvernement. "On fait les choses à la va-vite, et tout est déjà décidé", déplore Isabelle, fonctionnaire territoriale. "On se précipite, on oppose privé et public, la méthode n'est pas bonne", critique Alain Chabiron, de la Caisse des dépôts.

## "ON A PRIS DES COUPS EN 2003"

Les militants se disent toutefois prêts à des concessions. "On ne veut pas être dans le conflit, il y a certainement moyen d'arriver à un accord, mais il faut améliorer les propositions du gouvernement", explique Didier, fonctionnaire territorial. Mais personne ne veut reproduire "l'erreur de communication" de 2003. De fait, la dernière réforme des retraites revient en boucle dans les conversations : la CFDT avait alors soutenu le projet de François Fillon, dénoncé par la CGT, l'UNSA, la FSU et Solidaires. Des bataillons de militants, notamment dans le secteur des transports, avaient alors quitté la confédération.

"On a pris des coups en 2003, c'est vrai", reconnaît Marylise Léon. Alain Martori va plus loin : "Je préfère me faire traiter de traître et avoir les yeux ouverts et penser aux générations futures." "Ceux qui nous critiquaient à l'époque nous disent merci aujourd'hui", veut croire Martin, enseignant.

"Pour sauver la retraite par répartition, il faudra être raisonnables", explique Anna, de la CFDT-Interco à Paris. Le mot revient comme un slogan : la réforme que veulent les militants CFDT doit être "raisonnable". "Mais attention, il faudra jouer sur tous les leviers", explique Isabelle, fonctionnaire territoriale : "Il faut chercher des ressources nouvelles, en taxant les hauts revenus;" Son collègue Jean-Yves est d'accord : "Les gens sont prêts à cotiser un peu plus, mais il faut aussi aller chercher de l'argent ailleurs."

## "DES ATTENTES ÉNORMES SUR LA PÉNIBILITÉ"

Un constat sur lequel tous les syndiqués sont d'accord. Mais sur la question de l'âge légal, les débats du congrès promettent d'être animés. Si Isabelle estime que c'est "inévitable", son collègue Joël est plus mesuré : "On veut surtout nous faire croire que c'est inévitable." Leurs collègues font la moue, partagés entre la défense de la retraite à 60 ans et la volonté de ressortir avec "quelque chose" de la concertation.

"Dans un secteur industriel comme le mien, il y a des attentes énormes sur la pénibilité", explique Marylise Léon. "Il faudra également des avancées sur les polypensionnés, ceux qui sont passés du public au privé, par exemple, ou sur les retraites des femmes", explique Alain Chabiron.

Alain Martori va plus loin : "On sait qu'il faudra accepter un jour une dose de retraite par capitalisation, alors autant mettre le paquet pour défendre la répartition aujourd'hui." D'autres, comme Luc, estiment que "tout recul sur la retraite à 60 ans sera un échec". Les militants assurent que la confédération a surmonté le traumatisme de 2003 et ne veut pas apparaître comme le diviseur du front syndical. "Mais nous sommes réformistes, prévient Martin, et on ira jusqu'au bout de la négociation, même si la CGT et FO ne bougent pas."

---

## **Les syndicats européens veulent s'unir contre la rigueur. (30.05)**

### **Reuters - 29.05**

Une réponse syndicale coordonnée aux plans d'austérité européens s'est esquissée cette semaine, notamment chez les syndicats d'Europe du Sud qui entendent lancer de nouvelles grèves et manifestations.

La centrale italienne CGIL, forte de six millions d'adhérents, a annoncé un débrayage complet dans toute la péninsule pour le 25 juin, précédé de manifestations le 12 juin.

En Grèce, le syndicat du secteur privé GSEE a fait savoir qu'il appellerait à la grève le mois prochain contre la réforme des retraites.

Le principal syndicat portugais se prépare quant à lui à une grande manifestation samedi à Lisbonne, et les fédérations espagnoles ont maintenu leur menace d'une grève générale, leurs négociations avec le gouvernement socialiste sur la réforme du travail étant toujours dans l'impasse.

Madrid est sous pression pour mener à bien ces réformes, surtout depuis que l'agence de notation Fitch a décidé vendredi d'abaisser la note de sa dette souveraine de AAA à AA+ (voir ). Les syndicats espagnols prévoient déjà une grève du secteur public face aux réductions de salaires.

Dans ces quatre pays, les salariés résistent à la volonté des gouvernements d'appliquer de sévères programmes d'austérité. Le GSEE grec a annoncé qu'il démarcherait ses homologues européens en vue d'une action commune. La CGIL italienne a rapidement apporté son soutien à cette initiative.

"Nous avons besoin en ce moment d'initiatives au niveau européen", a indiqué vendredi à Reuters le chef de la CGIL, Guglielmo Epifani, précisant que cette position serait celle de son syndicat lors de la réunion des centrales européennes, mardi à Bruxelles.

La CGTP portugaise a souligné que son mouvement de ce week-end n'était que la première étape des protestations contre le plan de rigueur de Lisbonne, qui prévoit des hausses fiscales et le gel des salaires de la fonction publique.

"C'est une étape d'une lutte continue qui va s'intensifier. Nous gardons toutes les options sur la table, y compris un appel à la grève générale", a déclaré Armenio Carlos, membre du comité national de la CGTP.

## DIVISIONS

Un nombre croissant de pays européens annoncent des plans de rigueur pour s'attirer les bonnes grâces des marchés rendus volatiles par la crise de la dette grecque.

Les syndicats réagissent globalement avec hostilité et affirment que ces programmes vont surtout peser sur les plus pauvres et les fonctionnaires.

Dans le Monde daté du 29 mai, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), John Monks, et son adjoint Joël Decaillon, appellent à revoir le modèle social européen et dénoncent une "injustice criante".

"Tandis que des milliards ont pu être débloqués pour sauver les banques d'une catastrophe qu'elles avaient elles-mêmes fabriquée, les travailleurs, les citoyens européens sont maintenant sommés de payer l'irresponsabilité et la cupidité des agents financiers d'hier et d'aujourd'hui (...)", écrivent-ils.

"Ces mesures d'austérité réduisent la croissance et minent la consommation, elles aggravent le chômage, affectent la capacité productive, et, enfin, dépriment les recettes fiscales et sociales qui se sont effondrées", préviennent-ils également.

Mais selon les analystes, il y a peu de chances qu'une réponse syndicale coordonnée à l'échelle européenne parvienne à se mettre en place. Ils soulignent notamment les divisions entre mouvements en Italie et au Portugal, ainsi qu'entre l'Europe du Nord et celle du Sud.

De plus, les mouvements sociaux donnent ici et là des signes d'essoufflement. En Grèce, la manifestation de la semaine dernière a attiré une foule deux fois moins grande que celle vue le 5 mai et en France, le gouvernement a confirmé qu'il relèverait l'âge de la retraite au lendemain d'une manifestation jugée peu suivie.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)